

Résumé de la présentation de Benoît Grandel
Séminaire CEP – Pays-Bas
La surveillance électronique

Thème de l'intervention :

Partenariat public-privé dans la surveillance électronique : un partenariat qui a fait ses preuves, mais qui doit rester encadré.

Introduction :

Le partenariat public/privé: une « vieille » histoire avec l'administration pénitentiaire française qui ne fait plus débat aujourd'hui.

- Depuis 1987, dans les nouveaux établissements pénitentiaires, certaines fonctions sont déléguées au secteur privé

- Mais le bracelet électronique, depuis 10 ans, impose un partenariat qui est confronté à une double difficulté

→ la collaboration se réalise dans un secteur, constituant le « coeur » de métier de l'administration pénitentiaire, la surveillance

→ cette collaboration s'opère « hors les murs »

I) L'expérience de la collaboration public/privé dans la surveillance électronique en France

- Des domaines de compétence bien identifiés et délimités

→ secteur privé : fourniture de matériel de pose, des logiciels de surveillance, et de la maintenance du dispositif

→ secteur public : la surveillance, l'enquête de faisabilité, le contact avec la personne condamnée et le compte-rendu à l'autorité judiciaire

→ variante avec le placement sous surveillance électronique mobile (satellite) : rôle renforcé du prestataire privé dans la gestion des alarmes

- Mais, en pratique, certaines difficultés existent

→ les difficultés techniques ne sont pas toutes réglées par le prestataire privé (problèmes de téléphonie)

→ la multitude des interlocuteurs sur le dispositif (SPIP, pôle centralisateur de contrôle, agent de pose, prestataire privé) est un élément de complexité du partenariat

→ besoin de « proximité » dans le travail quotidien entre le partenaire privé et public

- Les évolutions envisagées à court terme

→ délégation complète de la dimension technique de la surveillance électronique au prestataire privé

→ projet de rassembler au sein du service pénitentiaire d'insertion et de probation, les personnels de surveillance en charge de la pose du dispositif et le personnel d'insertion et de probation chargé de l'accompagnement de la personne et du contrôle de l'ensemble de ses obligations.

II) Quelles sont les limites à ne pas dépasser dans la collaboration public/privé en matière de surveillance électronique

- Préserver l'anonymat des personnes concernées par le bracelet électronique pour le partenaire privé

- Le contact avec les personnes concernées par le bracelet électronique et le rendu compte à l'autorité judiciaire sont de la seule responsabilité de l'administration pénitentiaire.

Conclusion :

Faut-il aller encore plus loin dans le partenariat public/privé en France ?

- En France, l'exécution d'une peine ne peut être déléguée, elle est partie prenante du processus de décision de la condamnation

- Le PSE a constitué une évolution et une ouverture des missions du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire : un retour en arrière, en confiant par exemple, l'entière gestion de la surveillance électronique ne paraît pas envisageable

- Un vrai rapport de confiance s'est construit entre les pôles de surveillance de l'administration pénitentiaire et les magistrats, dans la gestion des alarmes : une gestion des alarmes, par exemple, complètement gérée par le secteur privé donnerait-elle le même résultat ?

La France connaît, aujourd'hui, un point d'équilibre entre le secteur public et le secteur privé dans la gestion de la surveillance électronique, qu'il ne convient pas de modifier en profondeur.